

ÉCHAPPER AU « NOUVEL ÂGE DIGITAL » ?

par Philippe Godard - 10 juin 2013

*Copyright - Ce texte peut être diffusé, reproduit, traduit, en tout ou partie, librement.
Contact : ph.godard@free.fr*

Eric Schmidt, PDG de Google, et Jared Cohen, directeur de Google Ideas ¹, ont publié le 23 avril 2013 The New Digital Age. Reshaping the Future of People, Nations and Business (« Le Nouvel Âge digital. Refaçonner le futur des peuples, des nations et des affaires »). Au 1^{er} juin, leur ouvrage figure en tête des ventes Amazon outre-Atlantique dans les catégories « Computers and Technology - History », « Politics and Social Science - History and Theory », et est deuxième de la rubrique « Science and Math - Technology », derrière l'indéboulonnable biographie de Steve Jobs. Il ne s'agit donc pas d'un énième documentaire sur l'âge digital : nous voici face à un authentique ouvrage politique, qu'il serait folie d'ignorer.

Au-delà des États : Google ?

La première information fondamentale tient dans le sommaire :

« 1 - Nos futures personnalités. 2 - Le futur de l'identité, de la citoyenneté et de l'information. 3 - Le futur des États. 4 - Le futur de la révolution. 5 - Le futur du terrorisme. 6 - Le futur du conflit, du combat et de l'intervention. 7 - Le futur de la reconstruction. »

Le rôle des États est questionné par l'ordre même des chapitres, qui laisse penser que la « révolution » et le « terrorisme » pourraient bien avoir raison des États et qu'il faudra donc en venir à un « combat », qu'il faudra gagner pour la « reconstruction ». Les deux auteurs posent Google en stratège clé d'une lutte contre-insurrectionnelle généralisée ², dont le chapitre 5 constitue le point crucial.

L'ambiance générale de l'ouvrage est à l'image du conditionnement socio-psychologique et politique que nous promet le « nouvel âge digital » vanté par les auteurs. Nous sommes assiégés par des révolutionnaires qui veulent empêcher les États, les peuples et les entreprises d'esquisser l'aurore d'un futur nouveau. Les nouveaux ennemis sont des terroristes, groupes comme individus, les États voyous, les hackers, les cyberhacktivistes (plusieurs pages sont consacrées à l'idéologie subversive de WikiLeaks et de son fondateur,

Julian Assange) et les « anarchistes » en général. Car aujourd'hui, ce seraient les « anarchistes » qui dominent le monde digital, avec leurs folles idées d'abolition des frontières et leur habileté à contourner les lois des États, ce qui crée le chaos.

The New Digital Age ne se compare pas avec *Le Choc des civilisations* de Samuel Huntington, qui identifie clairement un ennemi ; celui de Schmidt et Cohen ressemble étrangement au Juif-insaisissable-qui-ne-voit-rien-moins-que-la-dominance-du-monde. Le parallèle avec la seconde partie de *Mein Kampf* est frappant : « Si notre peuple et notre État sont les victimes de ces tyrans des peuples que sont les Juifs altérés de sang et avides d'argent, toute la terre sera prise dans les tentacules de ces hydres ³. » La vision de Hitler, à la grandiloquence paranoïaque, est marquée par ces fantasmes politiques que l'on retrouve chez Cohen et Schmidt : des « tentacules » partout, qu'il est impossible de combattre partout à la fois tellement l'« hydre » digitale-terroriste se sent à l'aise dans « notre » monde. En 2013 et dans *The New Digital Age*, les tentacules s'appellent Chine, Corée du Nord, Iran et quelques autres États, ou encore Al-Qaeda ou WikiLeaks, et surtout tous ces rêveurs qui veulent que « l'information soit libre » (« *information wants to be free* », p. 39), selon le célèbre mot d'ordre des débuts de l'internet grand public ⁴. L'ennemi est une nébuleuse virtuelle, comme le fléau bolchevique pour Hitler. Tous ceux qui n'adhèrent pas au nouvel âge digital sont potentiellement susceptibles de propager des « menaces sur la sécurité individuelle », de causer « la ruine des réputations et le chaos diplomatique » (p. 40), de mener une « guerre secrète » (p. 40-41). Tout cela est très dangereux car, « malheureusement, des gens comme Assange ⁵ et des organisations comme WikiLeaks sont en position de prendre l'avantage dans beaucoup des changements à venir de la prochaine décennie » (p. 41-42). Assange et consorts, WikiLeaks, les Anonymous et tant d'autres sont les nouveaux ennemis insaisissables et secrets qui gangrènent nos démocraties. Et c'est Google qui joue le rôle du meilleur défenseur de nos valeurs, comme l'Allemagne des années 1920 était pour Hitler le dernier bastion des « peuples supérieurs ». Le parallèle est hélas trop criant pour être tu.

L'internet : un impensé majeur de la modernité

D'emblée, Cohen et Schmidt se posent en donneurs de leçons : « L'internet compte parmi les quelques ouvrages construits par les humains qu'ils ne comprennent pas vraiment » (p. 3). Nous partageons leur avis : les éditeurs, les responsables de l'Éducation nationale et d'une façon générale tous ceux qui sont le plus directement atteints par la prétendue révolution digitale *ne pensent pas* cette révolution ; ils n'en sont que les jouets impuissants et inconscients. Quant à ceux qui ne sont pas encore frappés par la perte de savoirs qu'elle induit, le chômage qu'elle produit, etc., ils imaginent encore moins ce que pourra être le « nouvel âge digital » dans lequel nous entrons pourtant. Et Schmidt et Cohen de situer aussitôt le fond du problème en termes politiques :

« L'internet est la plus vaste expérience de l'histoire impliquant l'anarchie. À chaque instant, des centaines de millions de personnes créent et consomment une quantité inouïe de contenus digitaux dans un monde en ligne qui n'est pas véritablement limité par des lois terrestres » (p. 4).

Bien entendu, cette forme de l'« anarchie » ⁶ effraie nos auteurs. Pour eux, l'internet signifie désormais un gigantesque transfert de pouvoirs :

« À l'échelle mondiale, l'impact le plus significatif du déploiement des technologies de la communication sera qu'elles permettront de détourner le pouvoir des États et des institutions vers les individus » (p. 6).

Si Cohen et Schmidt se réjouissent de voir les États perdre de leur pouvoir, ils affirment qu'on ne peut laisser les individus s'emparer des commandes sans fixer de nouvelles limites et des règles strictes - que les États seront bien en charge d'appliquer... d'où la perpétuation de leur rôle répressif. Il n'y a là aucune contradiction : nous entrons dans un « nouvel âge » et il est normal que la période de transition ne soit pas exempte de fortes tensions. C'est l'objet des chapitres 3 à 7 que de les détailler et de montrer les voies de sortie.

Auparavant, Cohen et Schmidt évoquent nos nouvelles personnalités, le moi digital modelé par la prééminence du monde virtuel ⁷. Les progrès vont être fantastiques, dans l'éducation, dans l'utilisation des smartphones - qui permettront bientôt de nous scanner chaque matin à la recherche d'une tumeur, par exemple ! -, ou encore grâce à de nouvelles pilules comme celle lancée en décembre 2012 par Proteus Digital, qui permet de mesurer *in vivo* sa pression artérielle ou son taux de sucre...

Identité virtuelle contre identité « physique »

Dans le monde futur, l'identité de l'individu existera « d'abord en ligne » (p. 36).

« Dans la prochaine décennie, la population virtuelle du monde va dépasser la population de la Terre. Pratiquement chaque personne sera représentée de multiples façons en ligne, créant des communautés d'intérêts entremêlées actives et enthousiasmantes, qui refléteront et enrichiront notre monde. [...] L'impact de cette révolution des données sera de dépouiller les citoyens de beaucoup de leur capacité de contrôle sur leurs données personnelles dans l'espace virtuel, et cela aura des conséquences significatives dans le monde physique. [...] Notre passé très documenté aura un impact sur nos attentes ; notre capacité à influencer et à contrôler la façon dont nous sommes perçus par les autres va décroître dramatiquement » (p. 32).

L'anonymat est un danger : celui qui voudra rester anonyme est condamné à la non-existence. « ... le contenu même le plus fascinant, s'il est lié à un profil anonyme, *n'existera tout simplement pas*, à cause de son classement excessivement bas [dans le référencement des moteurs] » (p. 33, c'est nous qui soulignons).

« Ceux qui essaient de perpétuer des mythes [histoires fausses] à propos de la religion, de la culture, de l'ethnicité ou de tout autre chose devront lutter pour maintenir leurs histoires à flot au milieu d'un océan d'internautes fraîchement informés » (p. 35). Schmidt et Cohen opposent nettement la religion, la culture et même l'ethnie (?) à l'internet, pourvoyeur d'informations vraies et vérifiées qui noieront d'emblée les mensonges dans les abysses du nouveau monde digital. L'exemple qu'ils en donnent, quelques lignes plus bas, est un sommet d'absurdité : puisque les talibans - propagateurs de mensonges religieux s'il en est - ont détruit les bouddhas de Bamiyan, il suffira de les faire « reconstruire plus tard par des hommes ou des imprimantes 3-D, ou même d'en projeter les hologrammes » (p. 35).

Un peu de pédagogie pour faire accepter les nouvelles règles du monde digital : les jeunes auront à coup sûr des difficultés à gérer leur identité, aussi « les professeurs les *effraieront [frighten them]* avec des récits réels de ce qui arrive s'ils ne prennent pas le contrôle de leur confidentialité et de leur sécurité à un âge précoce » (p. 37, c'est nous qui soulignons). Contrôler sa propre identité numérique « dans le futur commence *bien avant* que chaque citoyen ait les facultés qui lui permettent d'en comprendre les enjeux » (p. 67, c'est nous qui soulignons). Schmidt et Cohen conseillent même aux parents de ne pas prénommer leurs enfants n'importe comment, mais d'adopter une stratégie qui

permette à ces derniers de passer inaperçus plus tard sur le web pour ne pas risquer de traîner un trop lourd passé digital négatif (p. 37).

La question de la citoyenneté, abordée par le biais d'une critique sans concession de WikiLeaks, dévoile par contraste ce que Schmidt et Cohen entendent par ce terme. La liberté de l'information engendre le « chaos diplomatique » ; il est acceptable voire normal que les autorités cachent et détruisent les preuves de leurs actes les moins moraux. Les pages 39 à 47 mettent en évidence le côté subversif de toute entreprise « utopique » qui viserait à maintenir entière la liberté de l'information sur le net. La conclusion de ce passage est sans ambiguïté :

« ... nous voulons espérer que les futurs gouvernements occidentaux adopteront en fin de compte une position dissonante par rapport aux révélations digitales [style WikiLeaks], en les encourageant dans les pays étrangers adverses mais en les poursuivant férocement à l'intérieur » (p. 47).

Telle est la norme des doctrines nord-américaines de contre-insurrection depuis la défaite des États-Unis au Vietnam : déstabilisation des pays ennemis et limitation voire interdiction de l'expression critique à l'intérieur⁸.

Les patrons de Google reconnaissent que, « sans conteste, l'accès accru aux vies des gens que la révolution des données apporte, offrira aux gouvernements autoritaires un dangereux avantage dans leur capacité à frapper leurs citoyens » (p. 59). Ils déplorent que « l'impact relatif de notre capacité à être connectés - positif et négatif - pour les citoyens dans les pays [non démocratiques] soit bien plus fort que ce que nous verrons ailleurs » (p. 75), c'est-à-dire que l'âge digital va renforcer les capacités de contrôle totalitaire davantage dans les pays déjà totalitaires que dans les autres. Mais les pays démocratiques vont glisser doucement vers des systèmes de plus en plus autoritaires, et à aucun moment, Schmidt et Cohen ne se posent la question de la préservation de la démocratie dans ses aspects fondamentaux. Ce qui compte, c'est le « business » - comme l'annonce le sous-titre de leur ouvrage. Ils rejoignent ici la pensée de Francis Fukuyama, selon lequel le capitalisme fonctionne mieux sous un régime fort voire dictatorial que dans une démocratie⁹.

Vers des États digitaux

Les États jouent un rôle policier et géopolitique. Dans le nouvel âge digital, cela implique un cinquième territoire de conflit : après les combats sur terre, sur mer, dans l'air et dans l'espace, voici ceux de l'espace virtuel. Des stratégies inédites doivent être inventées, pensées, mises en pratique, occasionnant à coup sûr de nouvelles dépenses, et des profits pour les sociétés telles que Google.

« La marche vers des plates-formes globales comme Facebook et Google crée un système pour la technologie plus favorable à son extension, ce qui signifie une plus large diffusion des techniques que les gens peuvent utiliser pour construire leurs propres structures en ligne. Sans une régulation étatique qui inhibe l'innovation, cette tendance à la croissance se produira très rapidement » (p. 92).

On n'est pas éloigné de l'idée de Negri et Hardt sur le pouvoir des « multitudes », lesquelles indiqueraient, voire susciteraient en dernière analyse, les « avancées » du capitalisme - comme si les multitudes, dans une dialectique complexe, finissaient par diriger ceux qui les dirigent¹⁰.

Schmidt et Cohen n'envisagent pas la disparition pure et simple des États, mais une nouvelle forme, inédite : « ... nous pensons qu'il est possible que des États virtuels soient créés et que, dans le futur, ils bouleverseront le paysage digital des États physiques » (p.

101). Il y aurait ainsi des États physiques, ancrés « sur Terre » et opérant en ligne, et des États virtuels, intégralement en ligne et agissant comme des États dans le monde virtuel sans posséder d'attaches physiques. Cohen et Schmidt prennent un exemple : le Kurdistan, qui pourrait avoir un nom de domaine, en .krd (pour « Kurdistan ») et qui n'existerait qu'en ligne puisque la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak refusent aux Kurdes la création de leur État « physique ». Cet État kurde digital pourrait même créer sa propre monnaie en ligne et décerner des titres de citoyens virtuels...

L'apogée de Google : la lutte contre les nouvelles formes de la révolution et du terrorisme

Les États, dans le nouvel âge digital, font face à des ennemis, le « révolutionnaire » et le « terroriste », qui agissent sur une multiplicité de plans, physiques et virtuels.

« La connectivité changera la façon dont nous voyons les groupes d'opposition dans le futur. Les organisations visibles et les partis continueront d'opérer à l'intérieur de chaque pays, mais la profusion de nouveaux intervenants sur la place publique virtuelle reconfigurera de fond en comble le paysage des activistes » (p. 124).

Ceux-ci ne devront pas tous être considérés comme des dissidents (p. 125) ¹¹. Cependant, dans les théories politiques les plus réactionnaires, l'ennemi était toujours identifié : stigmatiser des coupables servait à mieux définir les buts à atteindre dans une perspective radicale - comme pouvait l'être le fascisme ou la révolution nationale de Pétain, pour en prendre deux exemples évidents, le communiste étant l'ennemi des fascistes, l'instituteur franc-maçon celui des pétainistes. Avec les nazis, un pas fut franchi : la « peste bolchevique et juive » étendait ses « tentacules » partout ; tout le monde devint suspect, voire un coupable potentiel. De même, dans le nouvel âge digital, le révolutionnaire peut être n'importe qui.

« Avec leur nouvel accès à l'espace virtuel et à ses technologies, des personnes et des groupes partout dans le monde pourront mettre à profit le moment opportun pour propager de vieilles doléances ou de nouvelles inquiétudes, avec force et conviction. Beaucoup de ceux qui lanceront ces brûlots seront jeunes, pas seulement parce que beaucoup des pays qui se connectent ont des populations incroyablement jeunes [...], mais aussi parce que *le mélange de l'activisme et de l'arrogance est, chez les jeunes, universel*. Ils sont convaincus qu'ils savent comment régler les problèmes ; aussi, dès que leur sera donnée la possibilité d'exprimer une position publique, ils n'hésiteront pas » (p. 122, c'est nous qui soulignons).

En s'appuyant sur l'exemple des « Printemps arabes » (p. 128), les dirigeants de Google concluent que, de toute façon, des leaders émergeront, qui ne sortiront pas des rangs des activistes incontrôlés du web. À cet égard, l'exemple de l'Égypte est éloquent, puisque l'on est passé d'une prétendue révolution Facebook à une réaction traditionaliste très dure lors des élections. Le qualificatif de « *leaderless* » (« sans dirigeant ») appliqué aux Printemps arabes est, pour Schmidt et Cohen, erroné, puisque l'on a bien vu, à l'inverse, des dirigeants émerger - mais pas sur le web.

C'est le terrorisme qui constitue le point d'orgue de la pensée Schmidt-Cohen. « L'activité terroriste future inclura des aspects physiques et virtuels » (p. 151) : à partir de cette double caractéristique, les dirigeants de Google échafaudent leur politique contre-insurrectionnelle, à la fois dans le monde physique et dans le monde virtuel, ce dernier ayant des impacts directs et concrets sur la vie quotidienne de la totalité des humains. Car,

comme toute politique contre-insurrectionnelle nord-américaine, celle-ci ne vise pas que les seuls terroristes ¹², mais frappe l'ensemble de la population. Schmidt et Cohen vont encore plus loin dans le degré de contrôle-répression que ce dont les États-Unis nous ont donné l'« habitude » ; nous en arrivons, dans le nouvel âge digital, à un degré d'autocontrôle qui n'a plus rien à envier aux pires régimes totalitaires du xx^e siècle.

« Au fur et à mesure que la connectivité globale rend les groupes extrémistes de plus en plus dangereux et adroits, les solutions traditionnelles apparaissent de moins en moins efficaces » (p. 158). Ils plaident donc pour une refonte des actions antiterroristes. D'autant que

« les différences entre hackers inoffensifs et dangereux (ou entre hackers et cyberterroristes) sont devenues de plus en plus floues dans l'ère post - 11-Septembre. Des collectifs décentralisés comme les Anonymous démontrent clairement qu'un amas d'individus déterminés qui ne se connaissent pas les uns les autres et ne se sont pas rencontrés en personne peuvent s'organiser eux-mêmes et avoir un impact réel dans l'espace virtuel » (p. 163).

Le danger est identifié : l'individu qui se cache. Et la sentence tombe : « No Hidden People Allowed ». « Interdit aux personnes cachées ».

« Au fur et à mesure que les terroristes développent de nouvelles méthodes, les stratégies de l'antiterrorisme devront s'y adapter. L'emprisonnement ne sera pas suffisant pour contenir un réseau terroriste. Les gouvernements doivent décider, par exemple, qu'*il est trop risqué que des citoyens restent « hors ligne », détachés de l'écosystème technologique.* Dans le futur comme aujourd'hui, nous pouvons être certains que des individus refuseront d'adopter et d'utiliser la technologie, et ne voudront rien avoir à faire avec des profils virtuels, des bases de données en ligne ou des smartphones. *Un gouvernement devra considérer qu'une personne qui n'adhèrera pas du tout à ces technologies a quelque chose à cacher et compte probablement enfreindre la loi,* et ce gouvernement devra établir une liste de ces personnes cachées, comme mesure antiterroriste. Si vous n'avez aucun profil social virtuel enregistré ou pas d'abonnement pour un portable, et si vos références en ligne sont inhabituellement difficiles à trouver, alors vous devrez être considéré comme un candidat à l'inscription sur cette liste. Vous serez aussi sujet à un strict ensemble de nouvelles réglementations, qui incluront un examen d'identité rigoureux dans les aéroports et jusqu'à des restrictions de voyage » (p. 173, c'est nous qui soulignons).

C'est un ordre totalitaire qui s'ébauche là. Il est interdit, pour Schmidt et Cohen, de ne pas adhérer aux valeurs de leur monde - de la même façon que tout Allemand, sous Hitler, devait être nazi. Schmidt et Cohen nous avaient pourtant expliqué, au début de leur livre, les formidables opportunités ouvertes par les « identités » multiples de chaque individu dans le monde virtuel. Tout cela n'était donc que vain discours : le cyberterroriste de l'espace virtuel doit être débusqué par tous les moyens possibles, même si la liberté de tous, y compris la simple alternative de ne pas avoir de smartphone ou d'adresse internet, disparaît.

Qui va appliquer ces mesures ? Cohen et Schmidt ne s'arrêtent pas en si bon chemin, car ils n'ignorent pas les critiques que l'on pourrait porter aux services des États, et particulièrement aux polices des pays corrompus - dont le tiers-monde ne détient plus le monopole.

« De sérieuses questions subsistent pour des États responsables. Le potentiel de mauvais emploi de ce pouvoir [digital] est terriblement élevé, pour ne rien dire des

dangers introduits par l'erreur humaine, les mauvaises données et la simple curiosité. Un système d'information totalement intégré, comportant toutes sortes de données, avec un logiciel interprétant et prévoyant le comportement, et avec des humains qui le contrôlent est peut-être tout simplement trop puissant pour quiconque voudrait le manœuvrer de façon responsable. De plus, une fois construit, un tel système ne sera jamais démantelé. » (p. 176).

La véritable solution, en dehors de l'État, est avancée, avec cependant quelques précautions d'usage : « Chez Google Ideas, nous avons étudié la radicalisation partout dans le monde, particulièrement du point de vue du rôle que peuvent jouer les technologies de la communication » (p. 178).

« Si les causes de la radicalisation sont similaires partout, alors les remèdes le sont aussi. Les compagnies technologiques sont *les seules* à être en position de mener cet effort au niveau international. Beaucoup des plus importantes d'entre elles ont toutes les valeurs des sociétés démocratiques *sans le lourd héritage d'un État* - elles peuvent aller là où des gouvernements ne peuvent pas se rendre, parler aux gens sans précautions diplomatiques et *opérer dans le langage neutre et universel de la technologie*. De plus, c'est l'industrie qui produit les jeux vidéo, les réseaux sociaux et les téléphones portables - elle a peut-être la meilleure compréhension de la façon de distraire les jeunes de tous les secteurs, et *les gamins sont le vrai terreau démographique des groupes terroristes*. Les compagnies ne peuvent peut-être pas comprendre les nuances de la radicalisation ou les différences entre des populations spécifiques [...], mais elles comprennent les jeunes et les jouets avec lesquels ils aiment s'amuser. C'est seulement quand nous avons leur attention que nous pouvons espérer gagner leurs cœurs et leurs esprits » (p. 180-181, c'est nous qui soulignons).

Aucune ambiguïté, donc, dans le rôle de Google revendiqué par Schmidt et Cohen : placer leur société comme le meilleur visionnaire du futur géopolitique impérial et totalitaire des États-Unis. Car c'est bien un empire totalitaire qu'ils esquissent.

Le totalitarisme du XXI^e siècle est déjà là

Le nouvel âge digital annonce à l'évidence une nouvelle forme de politique de contre-insurrection globale. Ce qui reste impensé, comme le disent Schmidt et Cohen dès la première phrase de leur ouvrage, est le mode effectif selon lequel les nouvelles formes de contrôle vont s'exercer sur l'individu, par l'individu lui-même et au-delà : depuis chaque individu sur et contre tous les individus qui l'entourent, dans une vision totalitaire. Nous débordons là des cadres de l'autocensure, un concept périmé ! Voici une vision politique plus profonde, qui ne voit l'individu que selon son profil digital : le cybermonde devient premier par rapport au « monde physique » ; l'individu ne peut exister que s'il a parfaitement intériorisé la répression et le contrôle, non pas dans le but de se soumettre à une autorité qui lui voudrait du mal, mais parce que telle est la condition nécessaire pour avoir accès à ce qu'offre le cybermonde de « positif » - la consommation. Pour avoir droit à ces « biens », à ces marchandises, à voyager en avion, il sera en effet obligatoire d'avoir son smartphone et son profil virtuel sur un réseau social - pas seulement sa carte bleue. Sans oublier qu'il sera interdit de crypter ses messages, non pas parce qu'ils pourraient être subversifs, mais parce que le simple refus que nos messages soient lus relève déjà de la subversion.

Cet ouvrage n'est pas l'œuvre de quidams : ces deux individus sont à la tête de la société privée aujourd'hui idéologiquement la plus puissante de la planète ; son ambition affirmée est explicitement de contrôler la totalité des flux d'information sur Terre. De là à

contrôler y compris les États et leurs citoyens, il n'y a qu'un pas dont ce livre montre comment il s'accomplit. Sous nos yeux encore aveugles.

Notes

1. Moins connu des médias que son PDG, Cohen fut conseiller en antiterrorisme des secrétaires d'État Condoleezza Rice puis Hillary Clinton - servir les deux grands partis politiques américains est un signe de la reconnaissance de l'État. Sa réussite professionnelle illustre la porosité, banale outre-Atlantique, entre l'État et les grandes entreprises, caractéristique qui révèle les personnages clés du système.
2. Dans les années 1990, l'état-major nord-américain se préparait à une « guerre de basse intensité généralisée » ; il n'y a donc là qu'un glissement stratégique vers un nouveau théâtre d'opérations, le monde virtuel, qui implique cependant le monde « réel », le nôtre et nos vies quotidiennes. Voir *Amérique ? Amerikka ! Un État mondial vers la domination généralisée*, collectif, Acratie, 1992.
3. *Mein Kampf*, Nouvelles éditions latines, p. 620.
4. « Puisque l'information veut être libre, n'écrivez rien sur vous que nous ne voulons pas voir un jour lu au tribunal ou imprimé à la première page d'un journal. Dans le futur, cet adage ira jusqu'à inclure non seulement ce que vous dites et écrivez, mais aussi ce que vous « likez » et ce que les autres, auxquels vous êtes connectés, font, disent et partagent » (p. 55).
5. Jared Cohen, dans le cadre de son travail d'expertise en antiterrorisme, a rencontré Assange en juin 2011 alors qu'il était au Royaume-Uni. Assange a sorti, quelques semaines avant Cohen et Schmidt, un ouvrage, *Cyberpunks* (OR Books, 2013), dont les thèses sont résolument à l'opposé de celle des Googlemen.
6. Pour Timothy Leary, prophète des technologies libératrices et propagateur du LSD dans les années 1960, l'internet allait en effet amener l'anarchie, mais lui l'appelait de ses vœux. Voir Timothy Leary, *Chaos et Cyberculture*, éd. du Léopard, 1998.
7. Nous préférons parler ici de « cybermonde », par référence à Norbert Wiener, *The Human Use of Human Beings. Cybernetics and Society*, Da Capo Press, 1950. Mais ce terme n'entrant pas dans le vocabulaire des auteurs de *The New Digital Age*, nous en resterons à « monde virtuel ». Pourtant, « cybermonde » indique bien qu'il s'agit d'un monde géré voire dirigé selon les principes fondamentaux de la cybernétique, appliqués à notre quotidien grâce à l'informatique, l'internet et l'ensemble des actuelles « technologies digitales ». Le véritable dieu du nouvel âge digital est l'Algorithme, apogée de la cybernétique.
8. Tel est l'axe de la « doctrine de sécurité nationale », très documentée outre-Atlantique. Voir les ouvrages d'Howard Zinn sur l'histoire populaire des États-Unis, ainsi que *Amérique Amerikka !* Acratie, 1992.
9. *Le dernier homme et la fin de l'Histoire*, coll. « Champs », Flammarion, 1992.
10. Antonio Negri et Michael Hardt, *Empire*, Exils, 2000. Pour une critique, voir *Barbare, le jaillissement désordonné*, de Crisso et Odoteo, copie sur demande à ph.godard@free.fr
11. Cette assertion prend un autre ton dans le chapitre sur l'antiterrorisme, comme on va le voir.
12. Encore une fois, les ouvrages d'Howard Zinn sur l'histoire populaire des États-Unis l'illustrent de façon éclatante. Voir aussi *Qui sont les terroristes ?*, Philippe Godard, coll. « Documents », Syros, 2009.